

## CHAPITRE 2

# Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse



*Nous devons avancer main dans la main pour atteindre les objectifs de la Révolution. Nous devons être actifs dans la société, en travaillant dans des associations. Nous ne devons pas être divisés, car les enjeux sont très élevés pour notre pays. Les gens doivent être réveillés, et c'est là le rôle de la classe politique. Ils doivent être conscients de la phase critique par laquelle passe le pays et contribuer à le renforcer. Il leur faut être moins égoïstes et garder en tête les objectifs du triomphe de la révolution.*

Lycéenne, Mahdia (zone côtière, Tunisie)

Depuis 2010, les jeunes Tunisiens et Tunisiennes ont lutté en première ligne, appelant sans relâche à un changement social et exprimant leur désir de jouer un rôle actif dans la sphère publique. Pourtant, comme le montre ce chapitre, lorsque la collecte des données pour cette étude avait été achevée au début de l'année 2013, les jeunes Tunisiens déploraient toujours l'absence de voies institutionnelles nécessaires pour participer efficacement à la Tunisie post-révolutionnaire, et ils avaient exprimé leurs doutes concernant les institutions politiques et publiques de pays.<sup>1</sup>

L'inclusion des jeunes a des implications directes, économiques, politiques, sociales et culturelles et elle implique la disponibilité des canaux institutionnels pour une participation active dans la vie publique et communautaire. D'une manière générale, l'inclusion des jeunes signifie la possibilité de faire des contributions sociales, ce qui leur apportera reconnaissance et dignité. Cela veut dire également avoir confiance et s'engager dans une initiative économique. Cette inclusion est la citoyenneté efficace active, qui est en outre définie dans l'encadré 2.1. Dans le contexte tunisien récent,

la citoyenneté active peut être considérée comme un engagement social pour réaliser les idéaux de la Révolution.

En outre, la corrélation positive entre l'exercice de la citoyenneté et les résultats économiques d'une jeunesse active, en particulier les NEET, est illustrée par de nouveaux exemples internationaux. Ainsi une récente analyse économétrique montre que l'amélioration des libertés civiles, conjuguée aux libertés économiques, telles la réduction de la fiscalité et la stabilité des prix, conduit à une réduction significative de l'inactivité des jeunes (notamment les NEET), sur le long terme. En conséquence, la Banque mondiale estime que l'amélioration du niveau des libertés dans les différentes régions en développement au niveau des pays développés est susceptible de réduire l'inactivité des jeunes de plus de 50% (Moyen-Orient et Afrique du Nord et Afrique subsaharienne) ou de 30% (en Amérique latine).<sup>2</sup> Bien que les données de l'enquête quantitative disponibles pour la Tunisie ne permettent pas une évaluation rigoureuse de la relation de cause à effet entre les libertés civiles —permettant la citoyenneté active des jeunes—et la diminution de l'inactivité des jeunes au

## Encadré 2.1 : Définition de la citoyenneté active

Le Forum Européen de la Jeunesse, une des plateformes de plaidoyer de la jeunesse les mieux établies et les plus influentes du monde, a défini la citoyenneté active comme un statut juridique et un rôle. Une combinaison d'attitudes spécifiques et des accords institutionnels doivent être mis en place pour permettre aux individus d'exercer leur "engagement, participation et influence". Cette définition de la citoyenneté englobe également les relations de l'individu avec les autres et le marché du travail, ainsi que les questions de l'identité culturelle, étant donné que les individus appartiennent et participent à de nombreuses communautés différentes – sociales, économiques et culturelles. La citoyenneté définie comme un statut dans une communauté politique, juridique, sociale est basée sur un ensemble de règles juridiques qui définissent l'appartenance à la communauté politique. Ces règles incluent les droits juridiques, par exemple, les libertés : d'expression, de pensée, de croyance religieuse, le droit à la propriété, etc., et les droits politiques, par exemple, le droit de participer et d'exercer le pouvoir.

Sources : Forum Européen de la Jeunesse. 2002. «Position sur l'apprentissage pour la Citoyenneté Active.» Adopté en Conseil des Membres, Bruxelles 26-27 avril.

niveau des pays, il est prouvé que lorsque les libertés civiles se développent dans un pays, notamment à la suite de nouvelles dispositions constitutionnelles, l'une des principales conséquences est la diminution du nombre de jeunes NEET.

Même si les perspectives pour la Tunisie semblent prometteuses, le présent chapitre montre que les jeunes Tunisiens rencontrent encore des obstacles importants à leur plein exercice de la citoyenneté active. Lors des interviews, les jeunes ont parlé de déceptions et de rêves brisés, du fait qu'ils doivent toujours faire face à l'injustice sociale, au manque de possibilités d'engagement civique et politique et aussi parce que le chômage leur semble exacerbé par le favoritisme et le régionalisme. Le profond écart entre l'ancienne génération qui domine la prise de décision et les jeunes qui se sentent exclus de toutes opportunités et n'ont pas voix au chapitre pour façonner leur propre avenir est aussi une question essentielle qui doit être résolue pour assurer à long terme la stabilité du pays.

En même temps, la recherche qualitative montre que quels que soient le genre et la région, les jeunes ont élaboré un ensemble de stratégies d'adaptation. Ces stratégies combinent la famille et la religion comme un refuge contre l'instabilité, tout en se concentrant sur les valeurs du mérite, le travail, l'innovation, la recherche de soi, et les efforts pour renforcer l'autonomie. Les possibilités de participation aux processus politiques à plusieurs niveaux -local, communautaire et national-sans être très répandues, existent et se développent. Deux facteurs-clés de l'engagement dans la société sont la confiance dans les institutions et l'utilisation des médias sociaux.

## 2.1 A propos de la confiance dans les institutions

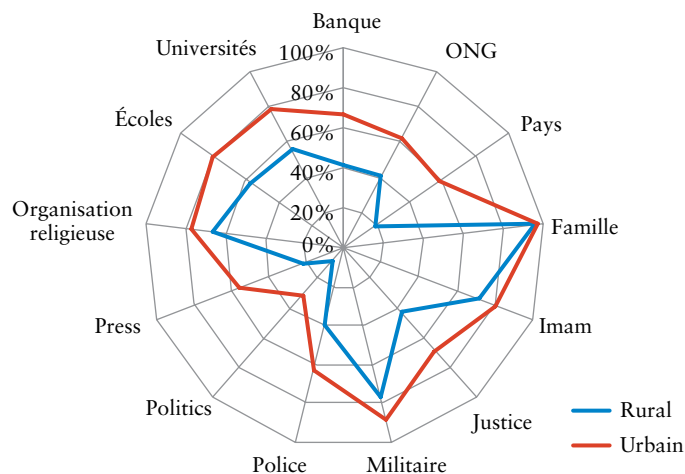
La citoyenneté active dépend de la confiance et de la volonté de s'engager de manière constructive avec les institutions. Sans un minimum de confiance dans les institutions, lesquelles incluent les politiciens locaux, les tribunaux, la police et les groupes politiques ou religieux, il est difficile pour les jeunes de collaborer de façon constructive. La confiance est une condition requise pour la citoyenneté active, et essentielle pour engager les jeunes dans les questions qui touchent leur communauté ou un pays. La confiance doit être gagnée par les institutions. Les traitements iniques, l'injustice ou la violence de la police sape la confiance dans les institutions. Sans cette confiance, les sociétés ne feront qu'engendrer conflits et confrontation.

Comme les autres jeunes de la région MENA, les jeunes Tunisiens ont peu de confiance dans les institutions publiques. Selon le Gallup World Poll 2013 les perceptions des jeunes

de la région MENA et des régions subsahariennes sont à la traîne par rapport aux autres régions, pour ce qui concerne le niveau de vie, l'évaluation de la vie, le bien-être social, l'attachement à la communauté, le bénévolat et la confiance dans le gouvernement national. Cependant, la région MENA a eu plus jeunes évoquant la dégradation des conditions de vie en 2013 (par rapport à 2012) et moins de confiance dans le gouvernement national, que la jeunesse africaine.<sup>3</sup>

Les jeunes Tunisiens comptent beaucoup sur leurs familles et les institutions religieuses. Le militaire, l'imam local, et les organisations religieuses reçoivent le plus de confiance de la part de la jeunesse, plus de 80%, ce qui est presque le même niveau de confiance que celui accordée à la famille (voir la graphique 2.1). En revanche, la confiance dans les institutions politiques était extrêmement basse lors de la collecte de données dans le cadre de l'enquête : seulement 8,8% des jeunes ruraux et 31,1% des jeunes en milieu urbain avaient confiance dans les institutions politiques. En région urbaine les écoles et universités sont des espaces publics de dialogue jugés dignes de confiance pour quelque 80% des jeunes. De nettes différences toutefois existent entre les jeunes ruraux et urbains. Dans l'ensemble, les jeunes dans les zones rurales ont beaucoup moins confiance en la police, le gouvernement, le système de justice, la presse, et le pays.<sup>4</sup> Pour ce qui est de l'ensemble des institutions, le niveau de confiance en général en zone rurale est en moyenne inférieur de 20% comparé aux zones urbaines. Les niveaux de confiance sont indépendants

Graphique 2.1 : Confiance dans les institutions publiques et religieuses



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : La graphique inclut les jeunes 15-29 ans.

du statut de l'emploi, pour les régions rurales et urbaines (voir annexe 2, graphiques A2.1 et A2.2). Les niveaux de confiance de la jeunesse dans les banques et la presse sont légèrement plus élevés chez les jeunes travailleurs Tunisiens, mais sinon le niveau de confiance est le même que celui des jeunes inactifs NEET.

Le mécontentement en général et le manque de confiance dans les institutions publiques sont exprimés par les jeunes Tunisiens à travers les canaux culturels, comme par exemple la musique rap. Depuis le début des manifestations en décembre 2010, le rap a été la musique de fond de la révolution tunisienne, avec également le pop, le folk, le rock et autres genres musicaux (voir encadré 2.2).

Comme les autres Jeunes Tunisiens ou Libyens, les Tunisiens expriment une confiance très limitée vis-à-vis de la presse considérée comme commerciale voire manipulatrice. Alors que les médias sociaux sont vus comme principal canal de sensibilisation et de soutien social durant la révolution ils sont parfois perçus de manière assez ambiguë comme l'exprime ci-dessous un jeune professeur des écoles.<sup>5</sup>

*Facebook a joué un rôle important au début de la Révolution, mais depuis il est utilisé par les différents partis pour présenter leurs programmes. Il est même devenu courant de s'y insulter ce qui au lieu de servir la Révolution a contribué à son recul. Facebook, l'une des sources du succès de la Révolution, est devenu depuis un espace de polémiques et d'insultes. Jeune professeur – Tunis*

## 2.2 Accès à l'information

Plus que tout autre moyen, les jeunes Tunisiens utilisent Internet pour accéder à l'information. Internet est principalement utilisé pour le divertissement, le courrier électronique, et l'actualité mais les jeunes hommes et les femmes passent aussi une partie de leur temps en ligne pour étudier, travailler ou chercher un emploi (voir graphique 2.2). Environ 50 pour cent de tous les utilisateurs d'Internet (43,3 pour cent en milieu rural, 53,2 pour cent en milieu urbain) utilisent Internet pour l'éducation, et de nombreux jeunes l'utilisent pour chercher un emploi (45,9 pour cent en milieu rural, 26,8 pour cent en milieu urbain). Près d'un jeune sur six Tunisiens utilise également l'Internet pour le travail (14,4 pour cent en milieu rural, 15,9 pour cent en milieu urbain).

L'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) de base est largement répandu chez les jeunes Tunisiens. Plus de 9 jeunes sur 10 possèdent un téléphone

### Encadré 2.2 : Les jeunes artistes et la liberté d'expression

Les arts et notamment la musique rap, ont permis aux jeunes d'exprimer leur colère contre le chômage, la pauvreté et la répression politique. Le rappeur *El General* a émergé comme l'une des icônes de la révolution. Sa chanson "*Rais Lebled*" (Chef de l'Etat) est considéré comme l'hymne de la révolution.

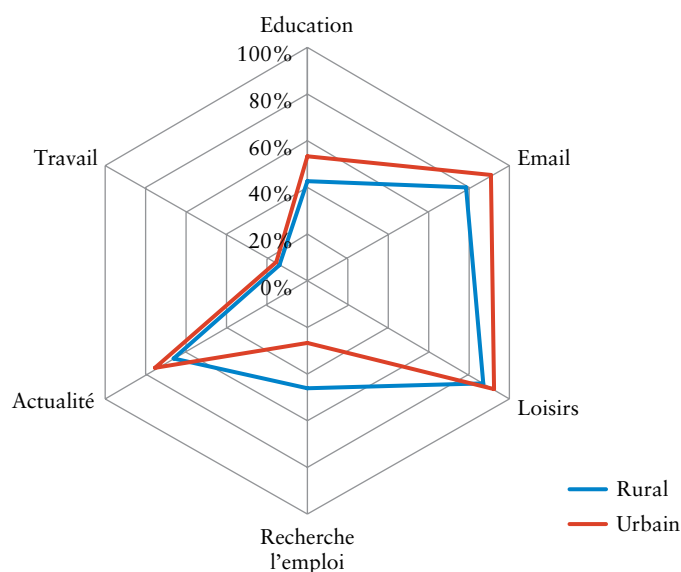
Depuis la révolution, les rappeurs ont continué à donner de la voix pour transmettre la désillusion jeune. Outre les journalistes, de nombreux musiciens déçus par le nouveau gouvernement élu en 2012, ont continué à critiquer la brutalité de la police, pour exprimer leur désillusion après la révolution, et plaider la liberté d'expression. Sept rappeurs avaient été arrêtés au cours des six premiers mois de 2012. Le rappeur *Weld El 15* avait reçu une peine d'emprisonnement de 21 mois par contumace après un spectacle jugé insultant pour la police dans la ville orientale de Hammamet. Après avoir été remis aux autorités, il a été rejugé et condamné à une peine de quatre mois, contre laquelle il a fait appel. Le rappeur *Klay BBJ* a finalement été acquitté en appel en Septembre 2013, après avoir été accusé et jugé deux fois pour avoir critiqué la police.

Sources : Al Jazeera. 2013 "Rappeur tunisien emprisonné pour outrage à fonctionnaire de police" ; Libération. 2013 "Tunisie : le Rap en sourdine."

cellulaire. En comparaison 1 tiers des jeunes répondants de l'enquête avaient utilisé internet le mois précédant l'enquête. (40% jeunes hommes contre 26% de jeunes filles, voir graphique 2.3). Un quart des jeunes Tunisiens interviewés dans le cadre de l'enquête sont membres de réseaux comme Facebook qui est surtout un instrument privilégié pour contacter les groupes d'amis et diffuser les informations. La télévision reste la principale source d'information (68%) suivie d'Internet (13%) et des forums de discussion personnelle (12%).

Peu nombreux sont les jeunes qui utilisent la radio (6%) et encore moins les journaux (1%). L'accès Internet est encore limité dans beaucoup de zones rurales, et l'accès restreint à l'information affecte principalement les chercheurs d'emploi. Toutefois le niveau élevé de connectivité en Tunisie a encouragé l'émergence d'une « culture jeunesse » avec ses propres tendances, styles, espaces, et canaux de communication, ainsi

Graphique 2.2 : Accès à l'information sur Internet



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclue les jeunes de 15-29 ans. Les réponses multiples étaient autorisées lors de l'enquête.

que les activités de loisir indépendamment de la « culture officielle de la jeunesse » qui avait été mise en place sous l'ancien régime.

Les jeunes dotés de diplômes récents et moins récents ont tous mentionné Internet dans les groupes de discussion et interviews individuels. Les jeunes ont une attitude très

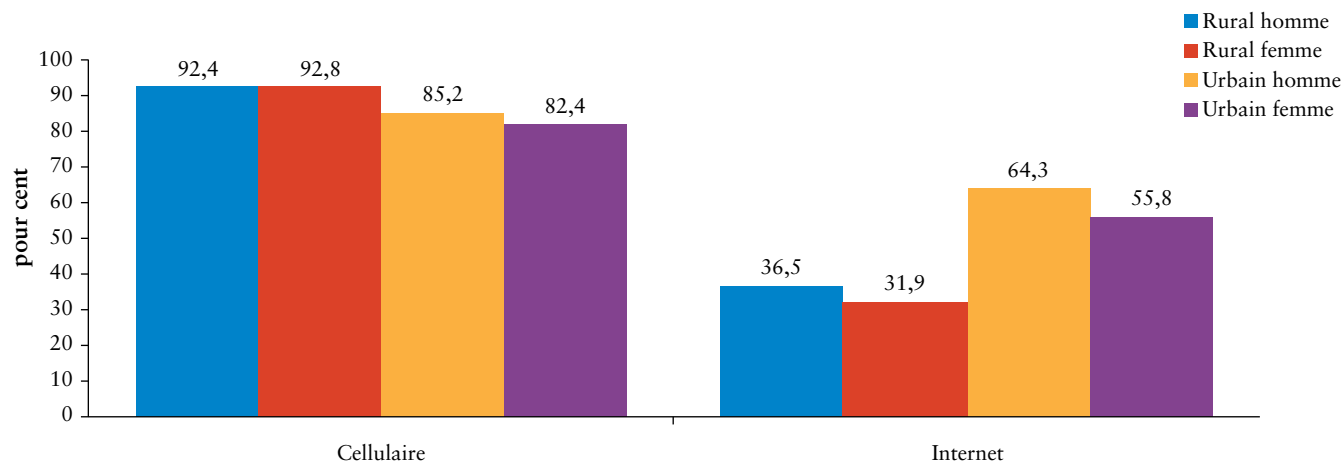
positive envers les TIC qu'ils considèrent comme première source d'information, de communication- de réseau virtuel – connexions avec des jeunes du monde entier, loisirs et comme principal outil de recherche d'emploi. Un étudiant en cycle de maîtrise à Sidi Bouzid (centre Ouest Tunisie) parle d'Internet comme d'une « seconde famille » pour les jeunes. Toutefois les jeunes répondants perçoivent également une dimension spatiale à l'accès internet- une division digitale qui exacerbe le sentiment d'exclusion d'une large partie de la société chez les jeunes habitants des régions intérieures du pays.

*Les gens dans les régions intérieures n'ont rien excepté le foot et les cafés. Les étudiants s'ennuient à l'école et ne peuvent développer leurs compétences à travers des activités créatives ou festives.*

*Pour trouver un emploi, il faut aller sur Internet. Notamment dans les régions où il n'y a pas d'agences pour l'emploi. Il y a les « cybercafés publinets »<sup>6</sup> mais seulement quelques-uns au centre de Medenine ; il faut environ une heure pour y aller et cela coûte environ 2 TND [USD (PPP) 2.76] juste pour s'inscrire à un bureau pour l'emploi. Comment peut-on accéder à l'information dans ces conditions ? Jeune chômeur, non diplômé, Médenine*

**Pour faire avancer la citoyenneté active d'une manière durable, les jeunes doivent progresser et passer d'une 'virtuelle citoyenneté active' à une « réelle » participation politique aux niveaux local et national.** Alors que les jeunes étaient très enthousiastes concernant l'engagement politique et la vie

Graphique 2.3 : Accès aux TIC – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes. Utilisation du téléphone cellulaire le mois précédant l'enquête.

associative, lesquels restent à être mis en place de manière adéquate et pleinement active. Alors que les aspirations des jeunes liées à la Révolution étaient au départ très idéalistes, les citations suivantes montrent le danger d'un engagement exclusivement virtuel.

*Je passais au peigne fin toutes les informations sur Facebook pour découvrir les points faibles de l'administration. Sur Facebook, je prends une position critique, je suis libre et neutre, et si je n'aime pas quelque chose, j'attaque. La Révolution du 14 Janvier, c'est avant tout une révolution psychique, une transition d'une situation à une autre. Nous pensons liberté après la répression, la liberté de communiquer nos idées.... Après le 14 Janvier Internet est devenu complètement libre de toute censure. Chômeur diplômé Homme, Médenine, Tunisie -SE*

*Nous regardons la télévision. Nous surfons sur Internet. Nous allons vérifier nos pages Facebook à Publinet. Nous contactons nos amis à Tunis. Nous suivons les informations. Nous savons ce qui se passe. Je voudrais participer, exprimer mon point de vue, mais je ne sais pas comment faire. Diplômée, sans emploi, Mahdia, Tunisie du Centre-Est*

Assurer la transition du virtuel à la citoyenneté active, requiert de nouvelles compétences associatives, qui sont aussi importantes que les compétences entrepreneuriales, si l'on veut obtenir une combinaison efficace. Les jeunes peuvent bénéficier d'opportunités, apprendre à créer et gérer des associations, y compris la compréhension de l'environnement juridique, la gestion des budgets, la responsabilité financière et la transparence, un lobbying efficace, les relations publiques et stratégies de communication, la cartographie des processus démocratiques internes, les structures de gestion en vigueur, et également le réseautage stratégique.

### 2.3 Participation des jeunes dans la société civile

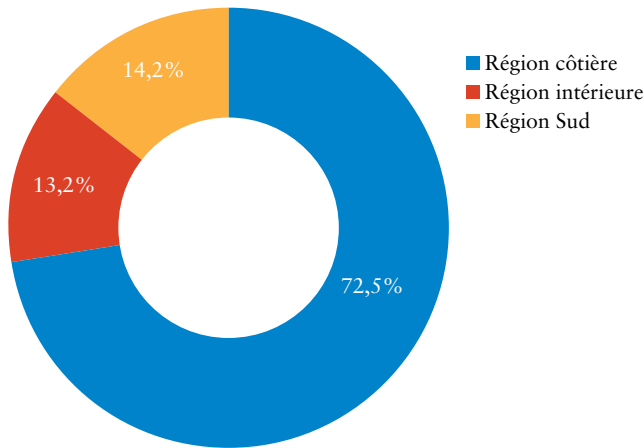
Depuis la Révolution les groupes religieux ou autres groupes de la société civile ont pu s'inscrire officiellement et un grand nombre d'associations œuvrant pour l'engagement civique ont été enregistrées. Les syndicats et les associations d'étudiants jouent un rôle particulièrement important dans la société civile.<sup>7</sup> Par exemple, le dialogue national entre les factions politiques du pays incluait quatre organisations influentes de la société civile, y compris le plus grand syndicat

du pays. Le Centre d'Information sur la Formation, l'Etude et la Documentation des Associations (IFEDA) estime que le nombre d'ONG enregistrées a augmenté de près de 50% depuis la Révolution, de près de 10.000 à environ 15.000.<sup>8</sup> Les organisations religieuses de charité notamment ont augmenté dans les quartiers urbains et dans les régions intérieures les plus touchées par la pauvreté et l'exclusion

Néanmoins, seulement un petit groupe de jeunes Tunisiens sont actifs au niveau des organisations civiles (OSC). Selon une enquête récente, seulement 3% de jeunes ruraux participent dans des OSC.<sup>9</sup> Parmi ces jeunes actifs dans les OSC, le bénévolat le plus répandu concerne les OSC œuvrant pour le développement social régional, les bonnes œuvres, la lutte contre la pauvreté, les affaires religieuses et les sciences. Les clubs sportifs et récréatifs ont aussi été mentionnés par les jeunes lors de l'enquête. En dépit du faible taux de participation aux activités des OSC, 9 jeunes Tunisiens sur 10 considèrent que le bénévolat dans les OSC est très important pour les communautés. En Tunisie rurale, quelque 92% de femmes et 82,2% d'hommes identifient les organisations communautaires comme des facteurs très importants pour le développement local (voir graphique 2.3). Le niveau de confiance est relativement bas : le niveau de confiance vis-à-vis des organisations communautaires est plus faible en zone rurale, sans doute affecté par l'hétérogénéité en termes de qualité et de degré d'orientation politique affichée par les organisations. Seulement 40,7% de jeunes femmes et 39,9% de jeunes hommes en milieu rural disent avoir confiance dans les organisations communautaires (voir graphique 2.4). La confiance est beaucoup plus élevée en milieu urbain, avec 63,6% de jeunes femmes et 60,7% de jeunes hommes.

Le taux de bénévolat des jeunes en Tunisie est très faible, avec moins de 1,5% de tous les jeunes en milieu urbain soutenant les OSC. En conséquence il est nécessaire d'adopter une politique publique plus efficace soutenant la participation des jeunes dans la société civile et notamment le bénévolat. Le bénévolat chez les jeunes hommes en milieu urbains (2,12%) est près de deux fois plus répandu que chez les jeunes citadines (0,89%) (voir graphique 2.5). Près des trois quarts de tous les jeunes volontaires en milieu urbain vivent dans la région côtière (graphique 2.4). En comparaison, seulement un petit groupe de 13,2% de jeunes bénévoles vivent dans la région intérieure de Tunisie, suivie par 14,2% des jeunes bénévoles qui vivent dans les régions du Sud. Le faible niveau global de bénévolat et ses disparités régionales illustrent l'étendue et la nécessité de soutenir le volontariat des jeunes en Tunisie, en particulier dans l'intérieur et les régions du Sud

Graphique 2.4 : Distribution du bénévolat des jeunes par région



Source : Banque mondiale 2012c.

Note : les chiffres se rapportent à la jeunesse en milieu urbain. Pas de données disponibles pour la jeunesse rurale.

Bien que la participation des jeunes dans la société civile soit encore limitée, notamment pour ce qui est de la participation menée par des jeunes, elle semble prometteuse et la participation des jeunes dans la citoyenneté active, devrait se renforcer rapidement au vu de la perception positive associée au bénévolat. La participation des jeunes dans la société civile, et en particulier dans le bénévolat, pourrait être prise en charge comme moyen de promouvoir une plus grande inclusion sociale, en particulier au niveau local et parmi les jeunes défavorisés, qui sont actuellement les moins engagés. Le bénévolat devrait également inclure les moins instruits, les jeunes inactifs (NEET) y compris les jeunes femmes, les jeunes des régions marginalisées et zones péri-urbaines. L'encadré 2.3 décrit un projet mondial financé par la Banque qui offre des incitations pour les jeunes défavorisés à faire du bénévolat dans leur collectivité, tout en offrant des possibilités d'acquérir des compétences liées à l'emploi.

En général, les jeunes ont déclaré avoir un contrôle limité sur le cours de leur vie, y compris les décisions concernant l'éducation et le travail. Cela peut être un reflet de leur manque d'engagement dans la société civile ou dans les affaires politiques. Moins de jeunes femmes que d'hommes déclarent avoir une influence sur les décisions importantes de la vie. Cette différence est beaucoup plus marquée sur les sujets du travail et du mariage qu'en matière d'éducation (voir graphique 2.5).

Les jeunes Tunisiens doutent que leur voix soit entendue au niveau local. A la question de savoir si le maire ou le gouverneur sont à l'écoute des préoccupations locales, seulement 1 jeune Tunisien sur 8 en zone rurale répond par l'affirmative. Seulement 11,5% des jeunes hommes et 12,4% des jeunes femmes en Tunisie rurale disent qu'ils sentent que les politiciens locaux sont à l'écoute (voir graphique 2.6). L'influence de la jeunesse perçue sur le développement local est trois fois plus élevée dans les zones urbaines, où 38% des jeunes hommes et 38,9% des jeunes femmes ont répondu que les préoccupations locales sont importantes pour le maire ou le gouverneur. Ces disparités régionales soulignent l'intensité de l'exclusion des jeunes, notamment en Tunisie rurale.

Les jeunes Tunisiens pensent qu'ils ne peuvent pas facilement influencer le processus politique ou la transition post-révolution. Faute de voies pour s'engager de manière constructive dans le processus politique, les jeunes Tunisiens expriment leurs frustrations dans les rues par des manifestations qui caractérisent la Tunisie post-révolutionnaire. Le café reste le lieu principal pour discuter de politique, selon une autre étude récente de la jeunesse ; 72% des personnes interrogées disent avoir discuté essentiellement politique dans le café, et la politique s'impose aussi comme un thème important de la conversation au sein de la famille (50%) (Observatoire National de la Jeunesse-Social Science Forum 2013).

## 2.4 Participation politique

La participation politique est un pilier de la citoyenneté active, laquelle implique de prendre part à la politique du pays, y compris par le vote lors des campagnes électorales, adhérer à un parti, faire campagne ou se présenter aux élections. La participation englobe plus que des élections ; il s'agit de participer au débat public par la voie organisée, des pétitions, et d'autres formes d'expression. Néanmoins, la participation aux élections en Tunisie post-révolutionnaire est un indicateur important de la confiance du public dans les institutions politiques et l'exercice de la citoyenneté active des jeunes, compte tenu notamment de leur rôle central dans la révolution.

Le faible taux de participation des jeunes aux élections nationales tunisiennes d'octobre 2011 a été particulièrement inquiétant. Seulement la moitié des moins de 30 ans avaient voté. La participation dans les zones urbaines était légèrement plus élevée que dans les zones rurales (voir graphique 2.6). Le taux de jeunes électrices et électeurs était très similaire. Seulement 17% des jeunes âgés de 18 à 25 ans sont inscrits pour voter, selon un sondage réalisé par le British Council et

### Encadré 2.3 : IDMEJ : Un projet d'investissement dans l'inclusion des jeunes dans les régions défavorisées

**Conception du projet :** Après la Révolution tunisienne, le gouvernement tunisien a lancé le projet IDMEJ en vue de renforcer l'inclusion des jeunes, avec le soutien d'un don du Fonds japonais de développement social de la Banque mondiale. Le projet IDMEJ « littéralement en arabe : inclusion et de coopération » fournit une alternative évolutive aux programmes nationaux existants. Il favorise le développement et la participation communautaire dirigé par des jeunes, tout en offrant aux participants des petites bourses.

Le Projet offre un soutien financier d'urgence et d'emploi à court terme pour 3000 jeunes qui ont un niveau d'études secondaire ou moins, en faveur des NEET, dans les gouvernorats défavorisés de Kasserine et Siliana dans la région du Centre-Ouest de la Tunisie. Exécuté par l'Observatoire national de la jeunesse (ONJ) le projet combine la formation professionnelle au bénévolat communautaire, l'apprentissage et les opportunités d'auto-emploi. Le projet est relativement rentable, avec un coût par bénéficiaire de moins de 1.000 USD qui pourrait être encore réduit si le projet se développe à plus grande échelle.

**Résultats :** Dans le cadre du projet, les jeunes entre 15 et 29 ans reçoivent une formation aux compétences de vie, y compris une formation financière. Les bénéficiaires font jusqu'à cinq mois de bénévolat dans des projets communautaires gérés par des organisations de la société civile locale. Les résultats initiaux du projet montrent que plus de 85% trouvent la formation utile. De nouvelles compétences techniques et sociales ont été acquises respectivement par 76% et 80% des répondants. Ces résultats positifs sont en ligne avec une évaluation de plus de 200 programmes de la fonction publique internationale, qui a montré une augmentation des compétences de travail, les possibilités de carrière et d'éducation, ainsi que l'estime de soi et le sens de la responsabilité civique.<sup>a</sup> IDMEJ a en effet permis d'améliorer les relations entre les ONG de jeunes et les autorités locales. Des fonds supplémentaires ont déjà été mobilisés par les gouvernements locaux à Siliana et Kasserine gouvernorats de reproduire et d'étendre cette composante en fonction de son succès sur le terrain. Dans l'ensemble, le projet bénéficie aux jeunes en les aidant à briser le cycle de l'inactivité, en apportant un soutien aux jeunes femmes, et en assurant la promotion de l'inclusion sociale et la confiance.

**Gestion et Suivi & Evaluation :** Le projet est soutenu par une approche innovante en termes de rapport coût-efficacité pour le suivi et l'évaluation (S & E), en utilisant une plate-forme en ligne qui permet l'entrée de données en temps réel et l'analyse accessible par de multiples intervenants. Le projet recueille les commentaires de bénéficiaire directement via les téléphones mobiles sur la qualité des services et de leur impact sur l'employabilité.

*Source :* Observatoire National de la Jeunesse et Banque mondiale, 2014.

a. Amanda Moore McBride, Michael Sherraden, and Carlos Benítez. 2003. The forms and nature of civic service : a global assessment, research report. St. Louis : Washington University. Center for Social Development.

l'Université américaine de Gerhart Centre du Caire, (Parker 2013).

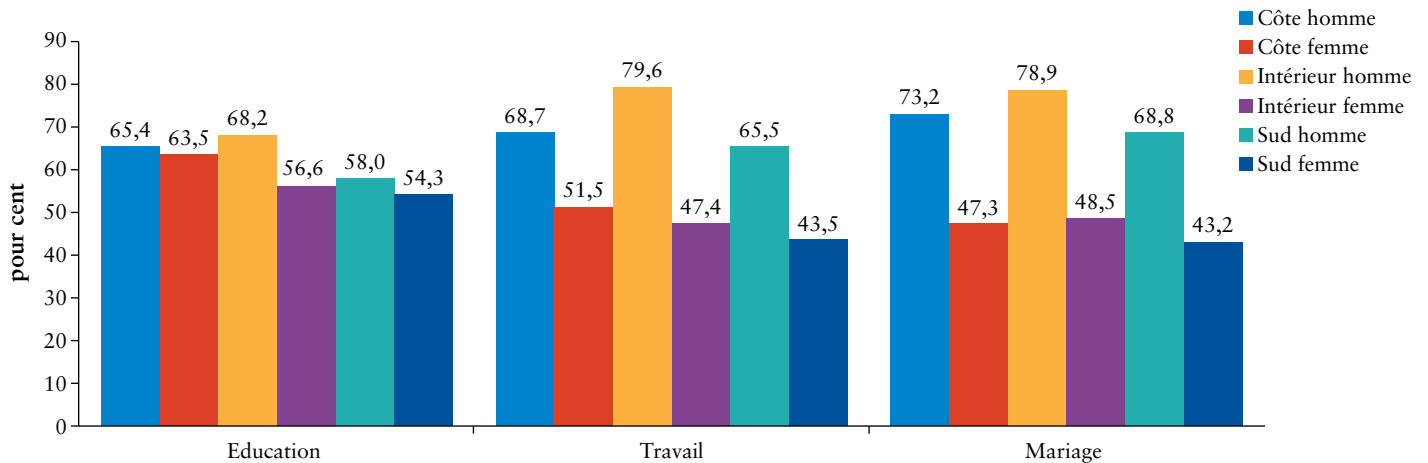
**Les faibles niveaux de participation politique par les jeunes reflètent le peu de place que les jeunes perçoivent pour eux-mêmes au sein des partis établis.** Au cours des discussions organisées dans le cadre de l'enquête, les jeunes ont déclaré à plusieurs reprises que la Révolution avait été initiée par les jeunes, mais vite cooptés par les « anciens » politiciens, ou ceux solidement établis. La persistance du chômage, l'aggravation de l'injustice sociale, et le patronage continue ainsi que le régionalisme de l'ancien régime ont contribué à freiner

l'optimisme enflammé suscité par la révolution. La révolution n'ayant engendré que de maigres résultats, le niveau de désillusion était élevé, doublé d'un sentiment de trahison. La faible participation aux élections était une indication claire de la désillusion de la jeunesse et de leur manque de confiance dans les partis politiques officiels, comme illustré dans la citation ci-dessous :

*C'est une révolution de la jeunesse a produit un ensemble de personnes très âgées.* Young Tunisian activist (Parker 2013)



Graphique 2.5 : Influences sur les décisions des jeunes Tunisiens concernant leur vie, les études et l'emploi



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

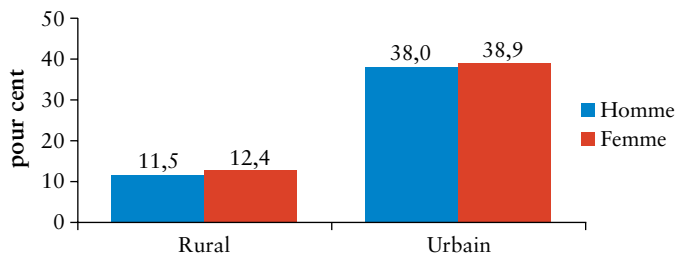
Note : Cette graphique inclut tous les jeunes. Question : “Est-ce que votre famille a un rôle important dans les décisions concernant : (i) votre formation; (ii) votre lieu de travail; (iii) le choix de votre conjoint?”

Les jeunes Tunisiens sont largement sous-représentés à l'Assemblée constituante. Seulement 4% des 216 membres de l'Assemblée constitutionnelle ont moins de 30 ans. Alors que 17% des membres sont âgés entre 30 et 40 ans, les 79% restants sont âgés de plus de 40 ans. Tous les partis inscrits aux élections de 2011 devaient inclure un quota de jeunes candidats sur leurs listes. Le fait que peu ont été effectivement élus prouve aux jeunes que le système traditionnel demeure privilégié malgré les nouveaux textes de loi. La Révolution a surtout représenté une explosion de mécontentement, en particulier par les jeunes, et une rupture avec les formes antérieures d'activisme. La dissidence a été amplifiée par des communications directes horizontales, un réseau vague et

confus et des opérations sans hiérarchie ni structure organisationnelle. Aussi de nombreux jeunes ont-ils été rapidement déçus par la fonction de la politique électorale. Par ailleurs, le manque de transparence entre les partis établis, et les marchés à huis clos allaient à l'encontre des principes d'équité et de transparence, excluant de fait la génération même qui avait initié les changements politiques. Une jeune militante a observé :

*J'ai beaucoup d'amis qui ont rejoint les partis politiques après la Révolution, mais juste après les élections, ils se sont retirés parce qu'ils étaient déçus des programmes présentés, il n'y avait en effet aucune collaboration entre les jeunes et les aînés du parti.* Activiste politique tunisienne, Tunis

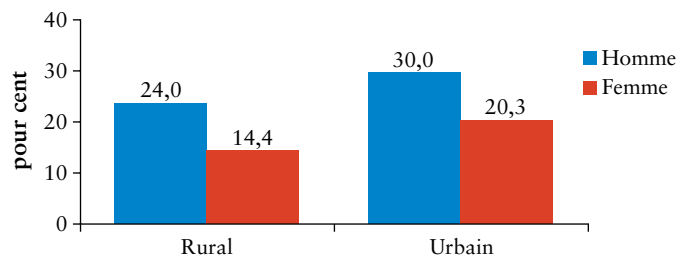
Graphique 2.6 : Influence des jeunes sur le développement local



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Une nouvelle loi électorale concernant la jeunesse, requérant désormais des partis politiques de désigner des jeunes candidats constitue un point d'entrée important pour la participation politique.<sup>10</sup> Plus précisément, l'article 25 exige que chaque liste de candidats comprenne les quatre meilleurs candidats parmi lesquels au moins un candidat de moins de 35 ans. L'article 25 affecte surtout les élections nationales, régionales et locales, car elle applique toutes les listes électorales pour les circonscriptions avec au moins quatre sièges ou plus. Toutefois, cette disposition n'est pas une obligation, mais plutôt formulé comme une incitation financière. Toute liste électorale ne répondant pas à l'exigence de la jeunesse verra la moitié de son financement public retenu.

Graphique 2.7 : Connaissances politiques de la jeunesse – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

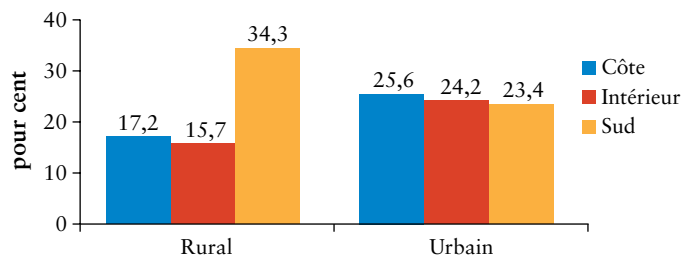
Note : La graphique inclut tous les jeunes.

La plupart des jeunes Tunisiens affirment ne pas vraiment suivre la politique intérieure. En Tunisie rurale, moins d'un quart des hommes (24,0%) et moins de 1 jeune femme sur 7 déclarent être bien informés sur la politique tunisienne (voir graphique 2.7). La connaissance de la politique est un peu plus élevée dans les zones urbaines, où quelque 30% des jeunes hommes et 20,3% des jeunes femmes ont dit qu'ils étaient au fait de tout ce qui se passait sur la scène politique. La part relativement faible des jeunes qui se considèrent bien informés sur la politique – même en ces temps politisés – met en évidence la difficulté de suivre les développements quotidiens tortueux dans les processus politiques et accès à l'information politique indépendante. La recherche qualitative suggère également que les jeunes n'ayant pas une solide connaissance de la scène politique peuvent être vulnérables à la manipulation.

*Oui, j'ai voté, et j'ai remarqué deux choses après les élections : les gens ont leurs croyances religieuses, et ils ne comprennent pas vraiment la politique. Ceux qui ont voté pour Ennahda ont fait un lien entre le parti et leur religion. Les gens qui étaient croyants sincères, mais pas politisés, ont cru que c'était la bonne chose à voter pour le triomphe de l'Islam.* Jeune étudiant, Mahdia, Tunisie Centre-Est

L'autoévaluation des connaissances sur la politique montre qu'elle est environ un tiers inférieur dans les zones rurales par rapport aux centres urbains. Les jeunes Tunisiens des zones rurales dans les provinces côtières (17,2%) et de l'Intérieur (15,7%) ont une connaissance relativement limitée sur la politique (voir graphique 2.8). Leurs homologues dans les zones urbaines déclarent être mieux informés (25,6% en zone côtière et 24,2% dans la région intérieure). L'exception semble être les jeunes Tunisiens dans le Sud rural

Graphique 2.8 : Connaissances politiques des jeunes Tunisiens – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes

qui signalent la plus haute connaissance de la politique, où 1 jeune sur 3 se considère bien informé.

Peu de jeunes Tunisiens sont actifs dans les partis politiques, avec toutefois un grand écart entre la jeune génération et le pouvoir. Seulement 1,6% des personnes interrogées dans l'enquête en milieu rural ont été activement engagées dans la politique en tant que membres de partis politiques (voir graphique 2.7). Seulement 11% ont exprimé l'intention de se joindre à un parti politique, alors que la grande majorité (82%) n'avait même pas un parti politique préféré.<sup>11</sup> Seulement la moitié environ des jeunes Tunisiens ruraux (54%) affirme leur intention de voter à la prochaine élection, en raison de taux de participation à l'élection précédente.<sup>12</sup> Ces résultats sont compatibles avec un sondage d'opinion réalisé par l'Observatoire national de la jeunesse en Avril 2013, qui a montré que la participation des jeunes à la vie politique était très faible : l'engagement des jeunes ne dépasse pas 2,7%, tandis que la préférence pour un parti politique ne dépasse pas 19% de personnes interrogées.<sup>13</sup>

Malgré ce décalage entre les grands courants politiques et les réalités vécues par les jeunes Tunisiens, la situation de la jeune génération est en pleine mutation, et les aspirations démocratiques s'expriment désormais plus clairement appelant à la reconstruction de la société tunisienne. Peu de temps après l'élection de l'Assemblée nationale constituante (ANC) de Tunisie, l'organisation *I Watch* dirigée par des jeunes et mise en place après la révolution, a organisé un «modèle NCA», dans lequel 217 jeunes Tunisiens proposent une législation pour l'avenir de la Tunisie. Des suggestions ont été ensuite mises sous forme de recommandations aux membres de la NCA élus. Trois des six suggestions de jeunes auraient été choisis par les membres de la NCA à mettre en œuvre.<sup>14</sup> En outre, un nouveau mouvement propose à un groupe de

## Encadré 2.4 : Houkoumetna : Notre gouvernement

Le mouvement connu sous le nom de « La Jeunesse Décide » appelle les jeunes à jouer un rôle à part entière dans la politique nationale. L'utilisation des médias sociaux est au cœur des efforts. En décembre 2013, Tarek Cheniti, un militant des droits de l'homme, s'est lui-même nommé au poste de Premier ministre en affichant son curriculum vitae sur Facebook. D'autres jeunes Tunisiens ont rapidement suivi le mouvement, y compris Bassem Bouguerra, le président de « Réforme », une organisation qui cherche à réformer les forces de police tunisiennes. Bouguerra lui s'est nommé vice-ministre de la réforme de la sécurité. Bientôt, dans plusieurs pages créées par « La jeunesse décide » les jeunes Tunisiens ont posté leur CV en ligne et se désignent comme volontaires pour faire partie du gouvernement.

Le mouvement est une expression claire de la frustration de la jeunesse, l'absence de voix les empêchant de participer à la nouvelle configuration politique. Tous les premiers ministres après la révolution avaient plus de 50 ans-l'un était même âgé de 92 ans. Rached Ghannouchi, le leader du parti Ennahdha au pouvoir, a 72 ans, et Béji Caïd Essebsi, le chef de l'opposition Nidaa Tounes partie, est âgé de 87 ans. La jeunesse tunisienne voit ces problèmes comme une simple résurgence des idéologies politiques dépassés et les rivalités alignées avec les intérêts acquis de l'ancien régime.

Comme l'a expliqué Cheniti, « Il y a des milliers de jeunes hommes et femmes tunisiennes qui ont acquis assez d'éducation et d'expérience pour être en mesure de diriger notre pays. Ces personnes méritent d'être données une chance de mener la transition démocratique, car après tout, la révolution est à eux. « Selon Bouguerra, » Il est temps que la jeunesse commence à décider pour elle-même, au lieu d'être utilisé par des politiciens plus âgés pour des intérêts politiques. «

Source : Al Jazeera. 2013 candidats Facebook de la Tunisie ; Poétique Blog Politico. 2013 Pourquoi le monde devrait écouter jusqu'à mouvement de jeunesse de la Tunisie ; Tunisie Live. 2013 jeunes tunisiens décide qu'il est temps ils prennent en charge.

jeunes Tunisiens à participer à titre bénévole dans le nouveau gouvernement (voir encadré 2.4).

En Janvier 2014, l'approbation de la nouvelle Constitution a permis de retrouver un certain degré d'optimisme. Après deux années de travail de l'Assemblée constituante, un projet de constitution a été achevé et mis au vote le 26 Janvier 2014 L'Assemblée a adopté le document avec une majorité de 200 à 12 et 4 abstentions. Élaboré en période de troubles et de violences sporadiques, la nouvelle Constitution tunisienne semble avoir négocié avec succès les différences politiques – y compris le rôle de la religion dans le gouvernement – pour produire une Constitution progressive et largement accepté. La nouvelle Constitution donne à la Tunisie un gouvernement décentralisé et ouvert, tout en reconnaissant l'islam comme religion d'Etat, tout en protégeant la liberté de croyance. Tout aussi important, l'article 8 consacre l'intégration des jeunes sur plusieurs dimensions comme un principe clé de la construction de la nation :

*La jeunesse est une force motrice dans la construction de la nation. L'État veille à ce que la jeunesse a les conditions nécessaires pour le développement de leurs capacités, de leur prise de responsabilités, et à l'élargissement et à l'expansion de leur participation dans le développement culturel et politique sociale, économique.<sup>15</sup> Tunisie Live. 2013.*

## 2.5 Promouvoir la participation inclusive des jeunes dans la participation à la vie publique

La nouvelle Constitution ouvre la possibilité d'une nouvelle phase dans l'histoire politique de la Tunisie, y compris la possibilité d'augmenter la participation des jeunes dans la prise de décision – un rôle de la société civile que les jeunes sont prêts à remplir. Le moment est venu d'envisager des interventions pour soutenir les aspirations des jeunes, de favoriser leur participation aux niveaux local et national, et à reconstruire leur confiance dans les institutions de prise de décision qu'ils atteignent vers les rôles qu'ils cherchent depuis longtemps et la voie d'accès désormais ouverte. Les recommandations suivantes visent donc à donner des pistes concrètes pour soutenir l'engagement des jeunes de bas en haut, en commençant par le niveau local.

### *Fournir des incitations aux ONG dirigées par des jeunes pour le bénévolat*

Alors que plusieurs organisations internationales fournissent des dons aux ONG de jeunes, la complexité des critères est souvent à l'avantage des jeunes diplômés des zones urbaines côtières. Ces efforts peuvent être complétés par des

programmes de subventions concurrentielles permettant de développer la capacité des ONG de jeunes au niveau local pour servir et impliquer les jeunes dans les zones périurbaines, rurales et les régions défavorisées. Les demandes de dons devraient être simplifiées pour permettre un plus grand accès à un large éventail de parties prenantes. En outre, il devrait y avoir des incitations claires pour établir des partenariats avec les institutions publiques locales, des organismes de bienfaisance et les fondations pour assurer l'échelle et la durabilité des activités des ONG menées par des jeunes et le bénévolat communautaire. Enfin, le régime de la subvention doit également offrir le renforcement des capacités en ce qui concerne la façon de gérer les associations, en assurant leur responsabilité financière et la mesure des résultats.

### *Développer les initiatives de développement communautaire des ONG menées par des jeunes*

Les initiatives de développement communautaire menées par des jeunes ont été pilotées avec succès en Tunisie. Ces activités incluent des petites améliorations concrètes de l'infrastructure locale, la gestion environnementale, les initiatives d'écotourisme, les activités génératrices de revenus adaptés aux jeunes filles et jeunes hommes et activités visant à améliorer la gouvernance locale. Le projet IDMEJ est l'un des exemples mis en œuvre dans les gouvernorats de Kasserine et Siliana par l'Observatoire national de la jeunesse (voir encadre 2,3). Ces activités, qui visent principalement les jeunes inactifs, avec un niveau d'étude inférieur ou égal au secondaire, en contrepartie d'une bourse mensuelle sont identifiées et mises en œuvre par les ONG de jeunes ou les groupes de jeunes locaux avec le soutien d'ONG locale et des autorités. Parmi tous les résultats positifs du projet IDMEJ, la confiance des jeunes s'est améliorée vis-à-vis des ONG et des administrations locales malgré les tensions qui se sont aggravées après la Révolution en 2011. Les résultats de programmes internationaux similaires illustrent l'impact plus important après le programme d'engagement civique et l'employabilité sur le marché qu'avec des programmes nationaux intensifs pour l'emploi.<sup>16</sup> Plus spécifiquement, il serait opportune de réallouer les ressources financières des programmes intensifs nationaux pour le développement des projets Jeunes d'initiatives communautaires comme outil plus efficace.

### *Construire des institutions menées par des jeunes pour renforcer leur voix dans les prises de décision et les droits de l'homme*

Les représentants des jeunes Tunisiens ont tenté d'établir ces canaux institutionnels dans le passé, mais ceux-ci n'ont pas encore été formalisés ni soutenus de manière appropriée afin d'assurer leur viabilité à long terme. Par exemple, en Septembre 2012, les représentants des jeunes avaient rencontré la Direction de l'Assemblée nationale constituante et l'ancien ministre des droits de l'homme et la justice transitionnelle pour transmettre un rapport contenant des recommandations sur la création d'un Conseil consultatif de la jeunesse. Préparé par 217 jeunes de tous les gouvernorats à travers le pays, le rapport contient également les résultats de cinq groupes de travail : (i) la lutte contre la corruption et la réforme administrative, (ii) des martyrs et des victimes de la révolution, (iii) la planification, du développement et des finances, (iv) principe et les principes généraux de la Constitution, et (v) la structure de la Constitution. Bien que le rapport et l'initiative globale aient été bien accueillis par les représentants tunisiens de haut niveau, les représentants de la jeunesse soulignent qu'il n'y a pas eu de suivi ultérieur.<sup>17</sup>

Les canaux institutionnels appropriés devront être créés pour renforcer la participation des jeunes dans le développement et la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse. Dans la plupart des pays européens, par exemple, les jeunes et leurs organes représentatifs sont reconnus comme parties prenantes dans la mise en œuvre des politiques nationales de jeunesse, un système appelé cogestion. Cela signifie engager diverses organisations de jeunes et d'étudiants ainsi que des conseils de la jeunesse aux niveaux national et local, qui peuvent servir de canaux pour transmettre la voix des jeunes sur les questions essentielles de politique publique. En Tunisie, la création de tels organes représentatifs de jeunes pourrait faciliter l'efficacité et la coordination des services à la jeunesse et d'autres programmes liés à la jeunesse et leur articulation avec les décideurs politiques nationaux et / ou les autorités de la commune ou au niveau provincial. Un tel processus pourrait être également soutenu par le Forum Européen de la Jeunesse et ou conseils nationaux de jeunesse / bien établis grâce à l'apprentissage par les pairs et par des échanges.

## Notes

1. . Tunisia Live. 2013. Jeunesse tunisienne : Entre Exclusion Politique et Engagement Civique
2. Maros Ivanic and Gloria La Cava, *The Implication of improving Social and Economic Opportunities for reducing youth inactivity*, Banque mondiale (forthcoming).
3. Gallup World Poll 2013 *presented at the Banque mondiale Internal Brainstorming "Unbundling the Youth Inclusion Agenda"*, March 12, 2014.
4. "La justice s'acharne sur les jeunes révolutionnaires tunisiens ", Le Monde, 16 juin 2014, rapporte que les jeunes qui ont participé à la révolution ont été continuellement accusés et poursuivis pour violence et incendies criminels contre des postes de police. Après les grèves de la faim et la pression des familles de ces manifestants, une loi d'amnistie a été adoptée le 2 juin 2014 couvrant la période du 17 décembre 2010 au 28 février 2011. Toutefois les affrontements avec la police ont continué à se produire après février 2011.
5. Ces résultats d'ensemble sont confirmés par le British Council et le Centre Gerhart Center for Philanthropy and Civic Engagement's study. 2013. *The Revolutionary Promise : Youth perceptions in Egypt, Libya and Tunisia, Cairo, May*.
6. Publinet est un service internet subventionné, pour les régions rurales.
7. British Council. 2013. *The Revolutionary Promise : Youth Perceptions in Egypt, Libya and Tunisia*.
8. Ibid ; IFEDA – Centre d'Information, de Formation, d'Etudes et de Documentation sur les Associations en Tunisie, comme mentionné in *Khouja, A. and H. Moussa. 2012*.
9. Enquête Agora, 2013. Observatoire National de la Jeunesse. Tunis.
10. L'Assemblée nationale tunisienne a adopté la nouvelle loi électorale, le 1er mai 2014 Source : Fondation Jasmin. 2014 Tunisie. Tunisia's Nouvelle loi électorale 2014. JF Briefing. URL : <http://www.jasmine-foundation.org/en/?p=936>, accessed June 8, 2014.
11. Agora Survey 2013, ONJ Tunisia.
12. Ibid.
13. Observatoire National de la Jeunesse-Social Science Forum. 2013. *Youth and Participation in Public Life*, Youth Barometer 2013. Tunis.
14. Tunisia Live. 2013. *Tunisian Youth : Between Political Exclusion and Civic Engagement*.
15. Constitution de la République Tunisienne, Traduction non-officielle, Edition Finale 26/01/2014.
16. Wendy Cunningham, Maria Luisa Sanchez Puerta and Alice Wuerml. 2010. *Active Labor Market Programs for youth : A framework to Guide Youth Employment Interventions*, Banque mondiale Employment Policy Primer, November, No. 16.
17. Actualités Tunisie News. L'association *I Watch* propose un projet à Meherzia Laâbidi et Samir Dilou. 7 Septembre 2012. <http://bit.ly/1niyEPW>.